Numéro 20 — AVRIL 1934 — Prix du N° : 0,50

La Bretagne Fédérale

(Breiz Kevredel)

Organe de la Ligue Fédéraliste de Bretagne

Front rouge républicain!

Front rouge prolétarien!

Front rouge minoritaire!

Directeurs Politiques : MORVAN MARCHAL - A. GEFFLOT

Direction et Administration : *Rue François-Elleviou* - RENNES

Abonnements : Bretagne et France, Un an 12 FR — Autres pays (suivant tarifs)

Les méfaits de la centralisation

PARIS ROI

Les événements du 6 février sont encore dans toutes les mémoires. Un escroc toléré, protégé, encouragé par le gouvernement d'affaires du Bloc National et, c'est triste à dire, par quelques indignes élus de gauche, est suicidé ou se suicide, à la veille d'être emprisonné.

C'est là banale histoire, et qui se produit malheureusement sous tous les régimes et tous les gouvernements. La vertueuse « Action Française » elle-même ne saurait nier les innombrables prévarications de l'ancienne monarchie, les « dons volontaires » arrachés aux Etats de Bretagne, les tripotages éhontés de Fouquet et de Law.

Tout cela d'ailleurs, sous ce doux régime, était caché, et le bon populo ne le savait qu'après coup. Au moins, en République, Jacques Bonhomme a l'avantage d'être surabondamment renseigné.

Un escroc meurt, et Paris se couvre de barricades. Le sang coule, et le gouvernement républicain tombe pour être remplacé par un hybride cabinet dit de trêve des partis.

Nous constatons deux choses. D'abord, que les partis républicains ont trahi le mandat formel de gouverner que leur avaient donné les pays de France en mai 1932. Ensuite, que le lâchage s'est effectué à Paris sous la pression d'une foule parisienne, sans que la Province ait sérieusement appuyé les émeutiers de la ville lumière.

Il est incontestable qu'en mai 1932, les pays de France ont manifesté leur volonté formelle d'orienter à gauche la politique de l'Etat. Il est certain que l'ensemble des provinces et nationalités du territoire français désiraient une politique de progrès social, de paix intérieure et extérieure, et de laïcité sagement comprise.

Il a suffi de quelques milliers de camelots du roi, croix de feu et réactionnaires de tout poil pour jeter à bas le ministère conforme à la volonté des peuples français. Dans ces conditions, que devient le suffrage universel ? Nous posons la question aux radicaux et aux socialistes que nous aurions voulu voir plus fermes dans la bataille. Investis de la confiance populaire, ils se devaient de rester calmes sous l'orage, et de sentir au delà de la meute fasciste déchaînée, au delà du Paris réactionnaire, la grande confiance de l'ensemble du pays qui les avait portés au pouvoir.

C'est aux partis de gauche que nous posons nettement la question. Oui ou non, est-ce que c'est Paris qui gouverne la France ? N'a-t-on renversé le pouvoir personnel d'un homme que pour le remplacer par celui d'une ville ? Il y a quelque 140 ans qu'il n'y a plus de chouans en Bretagne. Il nous semble bien qu'ils aient émigré à Paris derrière Cadoudal.

Paris impose donc une fois encore sa politique, son gouvernement, ses combinards de droite à la Bretagne républicaine. Pour cela aussi, nous en avons assez. Non contents de nous octroyer sa langue, ses contestables vedettes, ses potins byzantins, Paris veut encore nous imposer ses rêves de fascisme. Pas plus pour cela que pour le reste, les Bretons ne marcheront. Nous tenons tout particulièrement aux rares et imparfaites libertés publiques que nous accorde le régime. Et que les Bretons sachent bien que le premier soin d'un gouvernement autoritaire serait d'étouffer par tous les moyens les mouvements qui défendent leurs légitimes revendications nationales.

Dans l'ignoble campagne que l' « Action Française » a menée avant et pendant le procès de Colmar, contre les autonomistes alsaciens, dans les perquisitions qu'elle fit déclancher alors chez les militants bretons, nous avons un avant-goût suffisant des joies que nous réserve un « pouvoir fort ».

Et nous ne pouvons pas ne pas nous rappeler où, en 1916, le « pouvoir fort » de Londres a mené l'Irlande républicaine.

Il a donc suffi, nous le répétons, que Paris patriotard et cocardier manifeste pour que tombe un ministère de gauche, pour que la République elle-même soit en péril. Et c'est là, dans ce danger même, que nous touchons du doigt l'absurdité du système centralisateur.

Paul Bourget parle quelque part du Catoblépas, animal si stupide qu'il se ronge lui-même les jambes. La République centralisée à Paris, avec son parlement unique à Paris, ses ministres à Paris, nous y fait curieusement penser.

Une ville a pu imposer sa volonté au pays tout entier. Ce fait n'aurait certes pas pu se produire si les provinces et nations de France, réunies dans leurs parlements, avaient pu manifester hautement leur attachement à la République, et briser par cela le fascisme parisien. Au lendemain des journées réactionnaires de février, la Bretagne républicaine aurait pu, dans son assemblée, faire entendre librement sa voix et dire à l'émeute de droite : halte-là !

C'est d'ailleurs ce que nous, Fédéralistes Bretons, héritiers du profond sens démocratique de nos ancêtres Celtes, héritiers de la doctrine décentralisatrice des Girondins, sommes prêts à faire.

Pour cela, pour défendre la République menacée, nous tendons la main à tous les hommes de gauche, des radicaux, bien que malheureusement abusés par une mystique unitaire toute napoléonienne, à la Jeune République et aux Communistes fédéralisants.

Face au danger de droite, face à Paris chouan, union des gauches, coude à coude, et place aux Fédéralistes.

MORVAN MARCHAL.

Travailleurs bretons organisons immédiatement nos comités de défense anti-fasciste

Les événements graves du mois de février ont été pour la classe ouvrière d'un fécond enseignement révolutionnaire. Ils ont montré la force puissante du prolétariat mais aussi son manque d'organisation.

Par contre ils nous ont prouvé que le danger fasciste en France n'est pas un vain mot et nous ont montré jusqu'à quel point les hordes fascistes étaient armées et organisées.

Acculé à la faillite, l'Etat français auquel nous appartenons bien malgré nous d'ailleurs, prépare le lit du fascisme.

La bourgeoisie a attaqué au mois de février. La démocratie, celle que le peuple français a envoyée à la Chambre en mai 1932 pour « prendre l'argent là où il est » a capitulé et cédé la place au gouvernement des pleins pouvoirs et des décrets-lois, première étape de la montée fasciste. Seule issue salvatrice du capitalisme en faillite, le fascisme est en général une idéologie démagogique destinée à entraîner les masses moyennes inconscientes. Nous constatons tout d'abord en France l'absence d'un parti de masse fasciste, tout au moins officiellement déclaré.

Toutefois, certains groupements comme la ligue des contribuables, cherchent à recruter les classes moyennes et à diviser la classe ouvrière en dressant les uns contre les autres les travailleurs de l'industrie privée, les paysans et les fonctionnaires.

L'U. N. C. sous l'influence de quelques chefs en mal de mandats législatifs ou ministériels se lance elle aussi dans l'idéologie fasciste.

Mais l'U. N. C. est composée d'éléments trop disparates pour constituer un groupement d'action fort, néanmoins il est nécessaire que les anciens combattants révolutionnaires et anti-fascistes entrent en contact avec leurs camarades de l'U. N. C. et leur montrent le rôle honteux que veulent leur faire jouer leurs chefs appointés par la haute finance et les fauteurs de guerre. Le danger fasciste en France vient surtout des organisations para-militaires telles que les jeunesses patriotes, Action française, Solidarité française, Croix de feu, etc. qui possèdent une formation militaire de combat très poussée, encadrées par des officiers et sous-officiers, en liaison étroite avec l'état-major Weygand du conseil supérieur de la guerre et président d'honneur des Croix de feu, ces formations subventionnées grassement par les capitalistes s'arment en vue de la prochaine tentative d'écrasement du prolétariat.

Face à ces organisations fascistes curieusement tolérées par le gouvernement d'Union Nationale, la classe ouvrière doit réagir et riposter immédiatement en s'organisant dans les groupements de front unique de défense antifasciste.

La lutte doit être concrète et quotidienne.

Formez des comités de villes, de quartiers, de rues, de chantiers, pour entreprendre la lutte pratique contre le fascisme. Il faut répondre à l'activité réactionnaire par une action et une propagande énergiques.

Exigeons la dissolution des ligues fascistes et l'arrestation de leurs chefs.

C'est par une propagande active, une action incessante de tous les militants antifascistes que nous étoufferons la menace fasciste et hâterons l'avènement de la société émancipatrice.

R. B...

LA QUESTION BRETONNE

par Maurice DUHAMEL

12 francs - 13 fr. 50 franco

C. C. 25.29 - RENNES

Petit Billet à M. Eugène Lebreton, Rédacteur à l'"Ouest-Eclair"

Monsieur,

Voici plus de quinze ans que vous répandez à tout propos votre fiel à l'endroit des différents mouvements qui en ce pays, ont pris à charge de maintenir l'honneur du nom Breton et de défendre les droits de notre peuple.

Nous avons l'habitude de rester impavides sous vos attaques. Bien qu'écrivant dans le plus grand quotidien de Bretagne — d'ailleurs parfois plus compréhensif des choses armoricaines que vous ne l'êtes — vous avez pris à charge, semble-t-il, d'essayer de détruire par tous les moyens (même les plus mauvais) l'esprit national breton chez nos compatriotes.

Vous êtes peu lu. Le public préfère de beaucoup les aventures de Pitche à vos élucubrations historicocandardes. Vous êtes né sous le signe de Déroulède. Qu'est-ce que vous voulez, ça marque un homme pour la vie, comme les moutons du Berri.

Or, voici de quoi il s'agit.

M. Rébillon est un des meilleurs érudits de Bretagne, nous n'avons pas dit Bretons — et s'est spécialisé dans l'histoire parlementaire de notre pays du XVI[e] au XVIII[e] siècle. Disons tout de suite que ses conclusions diffèrent des nôtres. M. Rébillon considère la vie parlementaire de notre pays sans se rendre compte que le fantôme d'autonomie accordé à nos parents sous l'ancien régime, s'il était comparable par ses institutions aux organisations similaires de certaines provinces françaises, puisait sa raison d'être dans un tout autre principe.

Parmi les pays d'Etat — c'est-à-dire possédant un parlement local avant 1789 — il y avait des provinces indubitablement françaises, comme beaucoup de pays du Midi. En ce qui concerne la Bretagne, c'est tout autre chose.

Les Etats de Bretagne, cette caricature impuissante d'assemblée nationale, c'est l'os à ronger que les monarques conquérants nous ont jeté en échange de la liberté qu'ils nous avaient volée. Les Etats de Bretagne, c'est la chaîne autour de nos poignets. Il appartenait d'ailleurs à Napoléon Bonaparte, dictateur, d'y mettre le cadenas.

Mais laissons là même ces vieilles querelles. La Bretagne eût-elle été conquise dès le V[e] siècle, eût-elle été divisée en cinq, dix, quinze départements centralisés avec autant de Bodenan à leur tête, jamais un parlement breton ne se serait-il réuni à Rennes, jamais un troufion armoricain n'aurait-il trouvé la mort face aux Français, entre Loire et Vilaine, que ce pays serait encore une nation.

Il suffit qu'en la péninsule armoricaine, un certain nombre d'hommes disent « ma zad » pour dire mon père, que tous les hommes aient vécu d'une longue vie commune, de cœur et d'esprit communs, pour que la Bretagne soit une nation.

Une Nation, comme hier les Tchèques en Autriche, les Polonais en Russie, les Irlandais en Grande-Bretagne. Comme aujourd'hui les Français à Jersey et au Canada.

Une Nation donc, et qui en a tous les droits. De 1830 à 1850, nous le rappellerons à M. Lebreton, pas évidemment à M. Rébillon, les Français, — et c'est la plus belle page de leur histoire — se sont fait casser la gueule sur tous les champs de bataille du Continent, pour la liberté des Bretagnes d'Europe.

Le siècle dernier et ce siècle-ci en effet, ont vu beaucoup de peuples courbés sous le joug culturel de leurs vainqueurs, revenir à la vie. Il est particulièrement intéressant de constater que ce réveil des nationalités conquises fut parallèle en Europe, au remplacement de l'ancien droit dynastique par les principes démocratiques. Leur conclusion normale, naturelle en est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, non seulement au point de vue politique et social, mais au point de vue culturel et — nous prenons ce terme en dehors de toute acception chauvine — national.

Nous ne voyons pas pourquoi la France seule échapperait aux résultats des principes qu'elle a elle-même posés. Ce n'est pas notre faute si son gouvernement, en ce qu'il est centralisateur, considère que de Lille à Marseille, et que de Brest à Strasbourg, ce sont uniquement des francisants d'origine, de langue et d'esprit, qui occupent le territoire.

La vérité est tout autre. Dans l'état actuel des choses, la France est le pays du Monde où se trouve le plus grand nombre de minorités nationales non reconnues.

Nous les citons :

Germains d'Alsace et de Lorraine, Flamands du Nord, Basques des Basses-Pyrénées, Catalans du Roussillon, Italiotes de Corse, Celtes d'Armorique, Occitans de la Gascogne à la Provence.

Il faudra bien un jour que le gouvernement de Paris se souvienne de cela. Il n'est pas à l'heure actuelle un seul de ces peuples minoritaires, qui n'ait un mouvement parallèle d'esprit, de cœur et d'enthousiasme au nôtre. Chaque jour un peu plus, la centralisation que nous subissons, grandissante depuis Louis XIV, s'avère en opposition avec la nature même des choses : les droits imprescriptibles des petits peuples à faire leur vie, leur intelligence et leur culture.

Nous avons vu avant-hier, le premier Etat socialiste du Monde, la Russie Soviétique, donner la liberté culturelle et politique, à tous les peuples de son territoire. Nous avons vu la dernière née de nos démocraties, l'Espagne, reconnaître aux Basques et aux Catalans, les institutions fédérales qui assurent à leur langue et à leur esprit un libre développement.

Nous avons vu d'autre part, l'Allemagne hitlérienne, l'Italie fasciste, renforcer chez elles le système centralisateur. Un gouvernement d'autorité doit avoir tous ses sujets en mains. Les esclaves, pour obéir, doivent parler la langue des maîtres.

Il faut choisir : ou bien le gouvernement de Paris continuera sa politique d'assimilation barbare, il continuera à détruire sauvagement la langue, la civilisation des petits peuples qu'il gouverne, et en cela, il pourra tendre la main à ses voisins d'outre-Rhin et de l'autre côté des Alpes. Ou bien, reprenant les traditions des premiers artisans de la Révolution Française, les Girondins, il fera de l'Etat Français, un harmonieux faisceau de nations libres, libres de leur langue et de leur esprit.

Cela s'appelle la Fédération. C'est pour cette transformation de l'état de choses actuel que nous luttons. La Convention n'a voulu centraliser que temporairement, en face des « rois conjurés ». L'abominable pouvoir personnel de l'Empire, n'a conservé cet état de choses que pour tirer du pays, chaque jour un peu plus de chair à canons. C'est donc reprendre la plus ancienne et la plus noble tradition républicaine, que de réclamer pour les Pays de France, une constitution fédérale, analogue à celles des deux plus vieilles démocraties du monde, la Suisse et les Etats-Unis.

M. Rébillon en est resté à Robespierre. Nous sommes autant que lui, dévoués de tout cœur aux idées démocratiques. Qu'il n'oublie pas cependant, que la centralisation fût d'abord monarchique, puis sous la Convention, essentiellement provisoire. Nous savons qu'en France, le provisoire dure longtemps, ce n'est pas une raison pour le faire durer toujours.

Républicains donc, avec M. Rébillon. Mais Républicains Fédéralistes. De Barnave à Proudhon, nous avons aussi nos grands ancêtres.

Quant à M. Lebreton — ma foi, nous l'avions un peu oublié — qu'il continue turbulemment à fouiller dans ses fiches, à mal comprendre les conférences, et à engueuler la Bretagne. Ni la Bretagne, ni l'*Ouest-Eclair*, ni M. Rébillon, ni nous, ne nous en porterons plus mal.

Mais M. Lebreton signe Jean de Perros, (pauvre Perros qui jouit d'un tel filleul) c'est là ou en face, aux sept îles, que suivant l'immémoriale tradition, vivait le barde Gwenc'hlan, qui chez la Villemarqué maudit si proprement les Chrétiens, et se réjouit de voir couler leur sang comme ruisseaux.

Que va dire notre pieux *Ouest-Eclair*, de voir Eugène Lebreton se réclamer d'un semblable patronage ?

Agréez, M. Jean de Perros, nos toutes confraternelles salutations.

M. LE MORVAN.

ECHOS

Au Théâtre de Nantes

La Direction du théâtre Graslin, que nous croyions sinon d'idées avancées, du moins peu portée sur le patriotisme, a dû recevoir des ordres d'Etat et, qui sait, peut-être émarger aux fonds secrets de l'Union nationale.

Elle a présenté aux Nantais ébahis une pièce dont le moins qu'on puisse dire est que l'esprit en était assez inattendu :

La Cocarde de Mimi Pinson, opérette pour Croix de feu; livret d'une naïve inbécilité. En résumé, un spectacle stupide ou revient des plus révoltants « bobards » de l'arrière tricolore et jusqu'auboutards. L'ignoble boucherie y est présentée comme une bonne petite partie de plaisir, avec gueuletons et petites femmes à la clef.

A la fin, Marianne apparait dans une brillante et tricolore apothéose flanquée de l'Alsace et de la Lorraine, tandis que des poilus casqués et baïonnette au canon présentent les armes.

Nous avons ouï dire que des énergumènes pacifistes, affiliés à on ne sait trop quel parti breton, avaient sifflé air champêtre (plutôt maritime hein !) sifflé par quelques loustics (ah ! ces Parisiens) déroule ses motifs (comment qu'y déroule ça, le frère ?) et bientôt la *Paimpolaise* scandée (rythme approprié) par des milliers de gosiers (on siffle du gosier, dame à Paris) remplit l'immense arène, mais le combat est terminé. (Ouf !)

Les siffleurs s'interrompent pour applaudir de toutes leurs forces (il leur en restait donc ?).

La main sur le cœur, nous remercions le quotidien du Pré-Botté de ce reportage par procuration.

Vivement le canon électrique...

❋ ❋ ❋

Et Allez - donc

La Suisse exporte en France une grande quantite de fromages qui sont vendus à des prix intéressants. Les fromagers français ont trouvé le gruyère un peu fait. Aussi parle-t-on de contingenter les fromages d'outre-montagne.

Or, en échange, la libre Helvétie achetait les crustacés bretons. Le résultat ne se fera pas attendre : après les morues, les pommes à cidre; après les pommes, les homards.

Quand donc nous empêchera-t-on d'exporter des grivetons ?

❋ ❋ ❋

Grève générale

Pas pour les flics nantais qui, ce jour-là, s'en donnèrent à cœur joie. Pris de vin, ils se montrèrent d'une particulière brutalité. Nous avons été témoins de scènes de violences particulièrement écœurantes. Des femmes, des gosses, ne prenant pas part aux manifestations, furent sauvagement maltraités par ces brutes...

Dans les postes de police nos camarades arrêtés furent cravachés par les agents du nouveau commissaire central Brochot, Chiappe au petit pied, qui montra ainsi sa sollicitude aux travailleurs nantais.

❋ ❋ ❋

Contre les saisies paysannes

L'Etat centralisé capitaliste vient de frapper de peines sévères les malheureux fermiers bretons, ruinés par les hobereaux fascistes qui, il y a quelque temps, s'étaient dans un magnifique mouvement opposés à la saisie de leurs camarades.

Par le truchement du tribunal de Chateaulin :

René Le Goff, journalier, père de neuf enfants, un mois de prison, 300 francs d'amende.

Joudren Charles, amputé d'une jambe, 1 mois et 200 francs d'amende.

Pasquier, Hervé, Hémery, Henri M..., Herpe, Le Dû, chacun 15 jours et 100 fr. d'amende.

Le sursis a été accordé pour la prison, mais les accusés sont condamnés à 3.500 francs de dommages-intérêts.

Enfin, Le Brix et Henri L... ont été condamnés à 15 jours de prison sans sursis.

Il faut évidemment de l'argent pour payer les *frais de la dernière guerre*, préparer la prochaine, et entretenir le plus onéreux des régimes : l'Etat centralisé.

❋ ❋ ❋

Un duel sans résultat

Rassurez-vous c'est un duel à coups de plume trempée... dans de l'encre couleur saumâtre.

Notre bon confrère Delahaye, qui comme toujours voit tout « *à travers des lorgnons tricolores* » a eu la mauvaise idée d'adresser à *Breiz-Atao* trois colonnes de compliments et *Breiz-Atao* (craignant les compromissions sans doute) de se rebiffer, contre les sympathies « *Provinciales* » qu'il faut cacher.

Brr ! ! un peu plus il allait nous en apprendre des choses, notre bon confrère Delahaye :

D'où venait donc l'argent qui permit à *Breiz-Atao* de masquer l'Eglise Toussaints avec des panneaux d'affiches et de faire une page de propagande aux couleurs du Stade Rennais.

Bien sûr qu'Hitler a dû passer par là, si ce n'est Staline où Pie XI.

Mais chacun s'est retiré dans son coin. Encore une affaire étouffée par la franc-maçonnerie.

❋ ❋ ❋

Par fil spécial

L'*Ouest-Eclair*, le grand quotidien aux multiples fils spéciaux, emprunte à la *La Liberté* un compte rendu des derniers matches de lutte bretonne à Paris.

Après une description enthousiaste, *La Liberté* se libère par ces lignes : « Soudain on ne sait pourquoi (et nous non plus) un

❋ ❋ ❋

Quelques mots à " Breiz Dishual "

Nous avons consacré à L.-N. Le Roux et à son vivant organe, un article où, en faisant les réserves doctrinales qu'il convient, nous envoyions un salut sympathique à son nouveau groupement. Quelles que soient les précautions que nous avons employées pour en entretenir nos lecteurs, les quelques réserves, toutes amicales d'ailleurs, que nous avions pensé devoir faire, nous valent dans un dernier *Breiz-Dishual*, une volée de bois vert.

Notre séparation d'avec *Breiz-Atao*, rendue particulièrement nécessaire par des questions de doctrine politique, est qualifiée de désertion. Dans ces conditions, il nous est impossible de trouver dans le riche vocabulaire français le juste terme pour désigner le départ effectué par l'ami L.-N. Le Roux, des organisations de la rue des Francs-Bourgeois.

Somme toute, dans notre article, nous avions voulu faire plaisir à ce vieux et sincère militant breton, qu'est Napoléon. Décidément, c'est un bon Breton et un brave type, mais on ne sait pas par quel bout le prendre. En Haute Bretagne, au moins, on appelle çà un bâton brenneux.

Allons Le Roux, essayez-vous un peu, si vous voulez qu'on travaille ensemble.

❋ ❋ ❋

Sans méchanceté, ou la soif du martyre

L.-N. Le Roux (encore) nous écrit dans *Breiz Dishual* : « Pour nous, nous devons rechercher *la mort utile*, celle-là seule qui libérera la vie de demain. »

Outre, Boufre, que vous me feriez dire. Louis-Napoléon hisse le drapeau breton et pan, pan, sur les « gallaoued ».

Mort glorieuse sans doute, mais nous aurons au moins la consolation de ne pas perdre tout à fait le souvenir de notre nouvel Arthur. Pour 6 francs nous annonce-t-il, l'on peut se procurer son portrait, sur voto crême.

Crême, voyons Le Roux, c'est bien édulcoré. Tirez nous çà sur papier rouge, ou sur papier vert. Au moins çà fera un peu plus Sinn Fein.

❋ ❋ ❋

Du chapeau

Louis-Napoléon (enfin), écrit « qu'il sourit de la simplicite de certains brouillons du mouvement breton, et qu'il n'acceptera désormais d'être jugé qu'à la barre de l'intelligence bretonne... dans les salles de rédaction... où l'on est trop intelligent pour ne pas être juste, même à son égard ».

Que d'intelligence, mon dieu !

« Il allait, heurtant aux étoiles, son front... ».

❋ ❋ ❋

A propos d'un départ

La Province nous annonce le départ du général Langlois, qui jusqu'à ce jour opérait à Rennes, et nous déclare que le sus dit général sera regretté par la Bretagne.

Nous, on veut bien.

Nous nous nous souvenons que voici quelques dix-huit mois, notre bon compatriote Joulaud, qui avait été arrêté et emprisonné pendant 51 jours, à la suite du nettoyage de la niche, était soldat.

Lorsqu'il fût libéré, il lui restait encore quelques jours à porter l'uniforme de notre invincible 41e.

La classe arriva donc vite, mais au moment du départ, il se passa une bien touchante cérémonie. Devant les libérables assemblées, le colonel y alla de son petit laïus : « Bretagne indéfectiblement française, 250.000 Bretons volontairement morts à la guerre, pour le drapeau tricolore, etc., etc... » Les poilus n'en revenaient pas de ce petit cours de chauvinisme.

Mais tout s'expliqua quand on sût que ce grand tralala patriotard, puisait son origine rue de Corbin, au Corps d'armée.

« Scrongneugneu, intolérable, soldat autonomiste, mauvais exemple. Vous me réunirez ces lascars, et ferez un petit cours, quelques mots : Bretagne, France, glorieux morts, enfin vous voyez çà. »

Çà n'a pas manqué et c'est pourquoi, sans en vouloir d'ailleurs le moins du monde à M. le général Langlois, nous ne sommes peut-être pas tout à fait d'accord avec Eugène Delahaye, quand il nous apprend qu'à la suite du départ de ce chef, la Bretagne va prendre le deuil et mettre le drapeau en berne.

Job KERMEUR.

Encore de l'or, encore du sang

Il est rare de voir utiliser les compétences par le gouvernement de l'Etat français centralisé. Cette fois, tout au moins pour le département de la guerre, on a su trouver le technicien en la personne du maréchal Pétain.

Le grand stratège ayant à peine pris possession de son poste, s'empresse de préparer l'utilisation de toutes les forces de la nation.

Ainsi, même en temps de paix, la mobilisation générale est décrétée. La prochaine *dernière* est à l'ordre du jour. La douce France, (« l'Action française » dixit, est encore menacée par les barbares et ce flambeau de la civilisation, cette championne du droit et de la liberté (?), doit se tenir sur ses garde. C'est pour celà qu'on a englouti des millions à bétonner la frontière de l'Est. C'est pour celà que le Comité des Forges augmente graduellement ses commandes de projectiles. C'est pour celà que les marchands de canons empilent dans leurs coffres l'argent des naïfs contribuables. Pour celà encore, que demain nos frères seront conduits à une nouvelle boucherie, plus horrible que toutes les précédentes.

Et après celà, lorsque les cités seront détruites, l'industrie anéantie, l'agriculture entravée pour des années, lorsque du sol empoisonné, les rares survivants ne pourront plus retirer leur subsistance, [illegible] tain, le maréchal, aura bien mérité de la patrie.

Il n'a jamais eu cependant, la naïveté de croire à l'efficacité défensive des nouvelles fortifications de l'Est. Il sait bien que contre la guerre de demain, il faudrait envisager des mesures de protection tellement considérables, qu'elles deviendraient irréalisables. Il sait que la défense contre avions est inefficace, les tirs de barrage, des feux d'artifices à peu près inoffensifs. Il sait comme tous ses confrères, que contre la guerre aéro-chimique et bactériologique de demain, il n'existe qu'un moyen de défense efficace : le refus de faire la guerre.

Nos lecteurs savent à quoi s'en tenir, sur la prétendue protection contre les gaz. L'article extrait de « Front Mondial » et publié dans le numéro 13 de *La Bretagne Fédérale* (1er mars 1933), est un des mieux documentés du genre. Peut-on, après sa lecture, avoir encore des illusions ? Il peut se résumer en cette phrase du colonel Marsh, après les fameuses manœuvres aériennes de Londres. « Il n'existe aucun *moyen de défense* contre une attaque aérienne bien préparée et accomplie par une équipe ayant de la décision ».

Il est évident que la prochaine guerre ne ressemblera pas plus à la dernière, que celle-là n'a ressemblé à la précédente. Et combien d'armements nouveaux sont encore restés dans le secret. A quelle terrible fin peuvent s'attendre les populations des pays belligérants, puisque la défense la plus efficace est la contre-attaque sur le territoire ennemi.

« Le danger sera partout, l'ennemi ayant autant d'intérêt à détruire une mine qu'un régiment » (1).

On ne peut songer, sans frémir, à toutes les horreurs d'une guerre moderne, aux millions d'innocents, victimes de quelques rois de consortium et de leur domesticité, vermine grouillante, de presse et de finance (2).

Si la presse nous entretient tous les jours des nombreux scandales politiques, financiers ou autres, qui se découvrent en temps de paix, elle fait le silence le plus absolu aux innombrables scandales de guerre, qui naissent avec d'autant plus de facilité que la période troublée des hostilités permet aux rapaces du mercantilisme d'accomplir leurs petites affaires.

L'état de guerre est propice aux scandales ; nous pouvons en juger par ceux qui ont existé et qui ont été entretenus pendant les années sanglantes de 1914 à 1918.

Ce qui augmente l'ignominie de ces scandales, c'est qu'ils sont tolérés, et même encouragés, leurs auteurs et bénéficiaires appartenant au monde industriel, auquel doit obéir bon gré mal gré, tout gouvernement en régime capitaliste.

Pour ne citer qu'un de ceux-ci, nous prendrons celui du bassin de Briey, qui valut en 1916, la campagne de presse de Gustave Téry dans l'*Œuvre*, et l'intervention à la Chambre, du député Fernand Engerand.

Pour fabriquer leurs armes, les Allemands ne pouvaient plus compter que sur le minerai extrait de Briey. Or si le bassin de Briey était dans les lignes allemandes, il ne se trouvait qu'à environ 30 kilomètres des lignes françaises. Briey détruit, c'était la fin de la guerre par manque de matières premières chez les Allemands ; mais c'était aussi les usines de M. de Wendel et consorts mises à mal.

On n'a pas hésité à faire peser la balance en faveur des affairistes de guerre, et tant pis pour les vies humaines sacrifiées par le prolongement des hostilités.

Les avions militaires survolaient Briey sans laisser tomber la moindre bombe, il paraîtrait même que les cartes remises aux aviateurs comportaient certaines marques, un cercle rouge, qui leur indiquaient les points à ne pas bombarder. Cependant, à un certain moment de la guerre, les usines de Joeuf, appartenant au Creusot, ont été visées. Cela ne dura pas longtemps, un ordre exprès fut donné de cesser immédiatement le bombardement.

Peu après l'armistice, un député porta l'accusation suivante au sujet de ce scandale : « J'affirme, dit-il, que l'ordre a été donné aux chefs pour ménager les intérêts du Comité des Forges, de ne pas bombarder le bassin de Briey, ce qui a prolongé la guerre, que l'aviation avait reçu l'ordre de ménager les hauts fourneaux de la région d'où sortait l'acier ennemi, et qu'un général qui avait fait son devoir en cette circonstance a été blâmé ».

En janvier 1917, Gustave Téry affirmait. « Si nos troupes avaient donné dans la direction de Briey le splendide effort qu'elles ont donné sur la Somme, la guerre serait finie depuis trois mois ».

Et dire qu'il existe encore des hommes qui, avec des trémolos dans la voix, vous parlent de mourir pour la patrie. Quels imbéciles !

Les scandales du capitalisme ne sont pas particuliers à la France. Nous trouvons des faits analogues chez les Allemands

Les mines de charbon du Pas-de-Calais, situées à environ 15 kilomètres des lignes allemandes, furent respectées. Cependant les Allemands n'ignoraient pas le marasme dans lequel aurait été plongée la France, si sa situation charbonnière, déjà précaire, était devenue plus mauvaise encore.

De tout cela, nous pouvons conclure que le gros capitalisme sait s'entendre en temps de guerre, pour tirer parti des circonstances et soigner ses intérêts.

Si les peuples, eux aussi, savaient s'entendre pour ne pas marcher ?

Réarmez, réarmez donc Messieurs les « responsables », mais songez que lorsque sonnera pour vous l'heure du châtiment, et que vos victimes crieront vengeance, les quelques survivants de vos sanglantes entreprises, n'ayant plus la force de pleurer, auront assez de cœur pour se venger.

A. GEFFLOT, G. HAMONIC.

(1) *Bretagne Fédérale* du 1-3-33.

(2) R. Tourly (*Patrie Humaine* du 16-3-34).

De plus en plus fort

Dans le dernier numéro de *La Bretagne Fédérale*, nous avons relaté comment notre compatriote et ami Cattelliot, avait été condamné à une amende de 213 francs et 15 sous pour infraction à un certain article du Règlement de police de la ville de Rennes sur les feux d'artifice privés, qualifiés de tapage nocturne.

Jadis, à Venise, ces divertissements artificiers étaient pourtant du meilleur goût. Il semble que ce ne soit pas l'avis de notre Doge et de ses argousins.

D'ailleurs, un de nos amis gallois, de passage en Bretagne, lors de ces illuminations, M. Geraint O., partage avec le sympathique Cattelliot les honneurs du pied, c'est-à-dire la contravention.

Inutile de dire que la police manque des preuves les plus essentielles contre nos amis. Mais comme il faut faire plaisir à M. Bodenan, et que l'imagination coûte cher, c'est comme sous Mac-Mahon, ce sont toujours les mêmes qui se font tuer.

Géraint O. est reparti depuis longtemps vers les cieux plus cléments du Bro Kembre. Nos distingués préposés à la justice, ne pouvant pas faire payer l'intéressé demandent à Cattelliot de payer en plus de son amende, la moitié des frais de celle incombant à notre ami gallois. C'est un comble. Pourquoi pas aussi les chèques de Stavisky ?

En souvenir du 7 Août

Nos amis doivent savoir qu'un des plus courageux militants bretons, Augustin Cattelliot, vient encore d'être condamné par la justice française, sans aucune preuve d'ailleurs, à l'occasion des illuminations anniversaires du 7 août.

Notre camarade possède déjà à son actif près de deux mois de prison préventive qu'il a subis fort injustement en 1932, à la suite du nettoyage de la niche de Rennes. Il est donc un de ceux qui depuis deux siècles ont renoué la tradition des Bretons persécutés pour la Bretagne.

Le mouvement Fédéraliste ne comporte guère dans ses rangs de Stavisky, de Tardieu ou de Camille Aymard, c'est-à-dire qu'il est composé dans son immense majorité de braves gâs, qui travaillent pour gagner leur vie.

Donc, pour un modeste salarié comme notre ami, la somme réclamée par la tour pointue est un peu forte.

Tous nos militants et nos amis se feront un devoir de contribuer par leur obole, aux frais policiers du magnifique feu d'artifice qui leur fut offert le 7 août 1933.

Bons Bretons, à vos poches, c'est pour un des meilleurs des nôtres.

Adressez les fonds à M. Geffiot, Boîte Postale 102, Rennes. C. C. 23-69, Rennes.

Paysans bretons, avec nous dans la lutte contre l'impérialisme

Les paysans bretons, petits fermiers et ouvriers agricoles sont acculés depuis longtemps déjà à la plus noire misère. Exploités honteusement par les quelques gros propriétaires fonciers qui se partagent tout le territoire breton, tels les de [illegible], de Juigné, de [illegible], de [illegible], de la Ferronnays, de [illegible], [illegible] bretons auraient pu avoir recours à la protection de leurs représentants au sein de l'Etat français. Mais ces mêmes gros exploiteurs siègent dans les chambres législatives et forment pour la Bretagne le troisième trust de la trinité française.

Mines — Forges — Agriculture

Guidés par leurs seuls intérêts, ces hobereaux loin de défendre les paysans bretons participent activement à la faillite de notre pays et affament le paysannat breton artisan de leur insolente fortune.

Ce sont eux qui ont participé à la politique douanière de la France, politique qui devait anéantir notre exportation et ruiner tout le Nord de la Bretagne.

Ceci d'ailleurs, soit dit en passant, pour le plus grand profit de M. de Guébriant et de l'Union des Syndicats agricoles dont il est président, qui achètent sur les marchés des environs de Morlaix les primeurs à des prix de famine (les paysans n'ont plus de débouchés) pour les revendre à Paris à des prix exorbitants avec des bénéfices crapuleux.

Ce sont eux qui participent aux mesures de contingentement et d'importation dont l'affaire des vins du Midi est le plus bel exemple ; les viticulteurs méridionaux exportent leur vin et leur alcool en Amérique, laquelle en échange renverra ses pommes et ses poires sur les marchés français ceci au détriment des cultivateurs et éleveurs bretons.

Ce sont eux qui, lors de l'apparition du doryphora en France n'ont pas su prendre les mesures propres à assurer la protection des territoires bretons contre l'envahissement de cet insecte, causant ainsi un tort considérable à notre agriculture.

Ce sont eux qui, actionnaires des compagnies de chemins de fer à voies étroites et à voies normales n'ont pas voulu faire bénéficier la Bretagne de moyens de communications normaux absolument nécessaires au développement de notre commerce.

Ce sont eux qui, après avoir réduit les paysans à la plus noire misère, les avoir mis dans l'impossibilité matérielle de payer leurs fermages, se targuant de leurs droits de propriétaires les font saisir, vendent leurs outils de travail et jettent dans un complet dénument des familles entières.

Membres du gouvernement français représentants et défenseurs de la tradition française, ce sont eux qui pour vous, paysans et agriculteurs bretons, représentent directement le capitalisme qui vous exploite en tant que travailleurs et l'impérialisme qui vous opprime en tant que Bretons.

Camarades paysans Bretons ! rien à attendre de ces rapaces. Votre devoir de travailleurs est de lutter avec nous, *contre eux* contre l'impérialisme capitaliste.

COARER.

La mort de Joseph Loth

Les Bretons n'auront pas appris sans émotion la mort de Joseph Loth, professeur au Collège de France. Ce grand savant breton, n'avait pas peu contribué à éclairer les origines de la langue bretonne, et ses ouvrages font autorité au point de vue linguistique générale, que grammaire comparée.

Rappelons notamment que c'est à Joseph Loth que nous devons la délimitation du territoire bretonnant au IXe siècle, étude capitale pour l'histoire de notre langue.

Nous ne pouvons pas non plus ne pas nous souvenir de l'admirable et opiniâtre campagne que fit le maître pour l'enseignement du Breton dans les écoles.

Enfin Joseph Loth était ardemment républicain, pour cela aussi nous ne saurions trop regretter la disparition de celui qui nous précéda dans un commun amour de la Bretagne et de la Démocratie.

Que sa famille reçoive l'expression des vifs sentiments de condoléances de la Ligue Fédéraliste de Bretagne.

LA BRETAGNE FÉDÉRALE.

Les Meubles Celtiques signés :

Jacques-Philippe

Sculpteur-Décorateur

sont IMPECCABLES

& de BON GOUT

ATELIERS — 22, Rue Hoche — RENNES

Le Gérant : Geffiot.

« IMPRIMERIES REUNIES »
22, rue de Nemours, Rennes